

Juste Terre!

n°124 - JANVIER 2016

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

L'année 2015 ne laissera pas une trace impérissable dans l'histoire de la lutte pour que la Terre tourne plus juste ! Guerres et terrorisme ont, en effet, longtemps monopolisé la une des médias planétaires. Et pourtant, elle tourne... plus juste : au Guatemala ou à Madagascar, la population paysanne entrevoit des lendemains meilleurs grâce à l'apprentissage de nouvelles techniques agroécologiques ; au nord, les initiatives de transition essaient à tout-va, laissant entrevoir le monde de demain. Enfin, un accord mondial de lutte contre le réchauffement climatique a finalement vu le jour à Paris. Des signes certes insuffisants pour changer le monde radicalement, mais qui nous permettent de garder l'espoir et notre foi en de nouvelles victoires en 2016...



Édito

Bonnes résolutions et bonnes solutions

Le début de l'année, c'est le moment des bonnes résolutions. Cette année, c'est aussi valable pour la communauté internationale qui vient de se lancer **un défi ambitieux : l'accord sur le climat adopté à la COP21 de Paris prévoit, en effet, un changement de cap énergétique et une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre**. Si cet accord est suivi dans ses ambitions, les 195 États signataires devraient renoncer graduellement aux énergies fossiles pour atteindre la neutralité carbone vers 2060 et limiter le réchauffement planétaire.

S'il faut s'en réjouir, il ne faut toutefois pas perdre de vue que **tout sevrage est difficile** : démotivation, compensation, poids des (mauvaises) habitudes... **Le chemin « post-Paris » sera encore bien long, parsemé de « greenwashing » et de fausses solutions comme, par exemple, le nucléaire**. Il ne se trouvera donc personne dans la société civile pour applaudir et aller se coucher l'esprit tranquille. Tout reste à faire et pour sortir de l'addiction au pétrole, c'est à nous tous d'agir.

Or, les solutions existent. En démontrant la multiplicité et la pertinence des alternatives, la fantastique mobilisation

citoyenne autour de la COP21 est, en réalité, le véritable succès de ce sommet. On y a, en effet, (re-)découvert qu'aux quatre coins de la planète, **individus, associations, PME, communautés locales...** agissent concrètement pour la transition écologique : énergies renouvelables, mobilité douce, circuits courts, agroécologie..., **leurs bonnes solutions pour un changement de paradigme existent et fonctionnent.**¹

Pour faire de Paris un véritable point de non-retour, il nous faudra donc non seulement **être vigilants afin que les États respectent leurs engagements, mais aussi que nous nous engagions à changer profondément nos modes de vie**. Sans quoi, les bonnes résolutions du réveillon pourraient vite se transformer en gueule de bois...

■ **François Letocart**
chargé de communication



1. Pour vous en convaincre définitivement et vous motiver, allez voir **le film « Demain »** de Cyril Dion et Mélanie Laurent www.demain-lefilm.com/ - projections en partenariat avec Entraide et Fraternité/Vivre Ensemble www.grignoux.be/

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

« Tierra madre ! » : le cri pour la Terre au Guatemala !

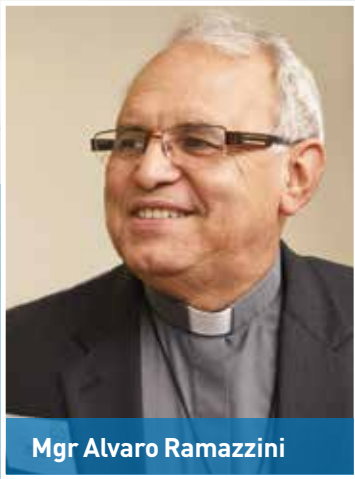
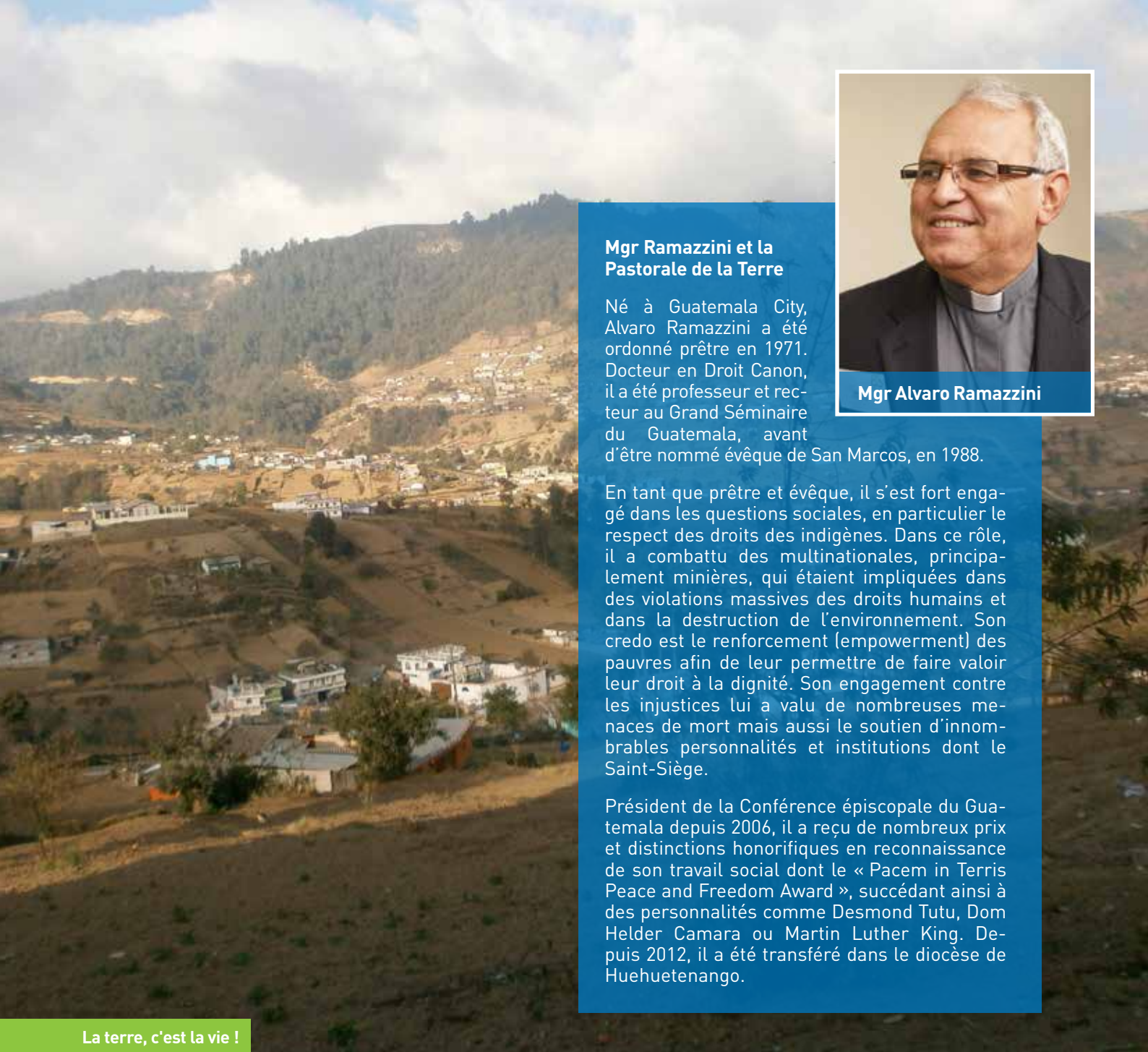
Les prospectus touristiques nomment le Guatemala « le pays de l'éternel printemps », les associations pour les droits humains et les ONG, dont Entraide et Fraternité, l'appellent plutôt « l'autre pays de l'apartheid » tant les discriminations envers la population indigène, pourtant majoritaire, restent prégnantes. Vingt ans après la fin de la guerre civile qui a fait plus de 200.000 morts, le Guatemala se cherche toujours une nouvelle voie de paix. Affrontements sociaux et criminalité galopante rythment le quotidien de la population. Au cœur de tous les conflits ruraux : l'accès à la terre...

Lorsqu'on circule sur la route de Quetzaltenango, à Totonicapán, au nord du Guatemala, on ne peut manquer d'être interpellé par les innombrables parcelles agricoles cultivées à flanc de montagne par les paysans indiens. Sur des dénivelés impressionnants s'étendent, en effet, à perte de vue, les « milpas », ces petites parcelles de maïs, aliment de base de la population et fondement de la culture maya. Si les paysans guatémaltèques doivent travailler sur de pareilles pentes, c'est parce que, **dans un pays où une minorité de gros propriétaires terriens a confisqué la majorité des bonnes terres arables, la moindre surface restante est exploitée par ceux qui n'ont pas d'autre choix pour survivre.**

La question de l'accès à la terre est centrale dans toute l'histoire du Guatemala. A l'époque coloniale, les conquérants espagnols se sont emparés de la plaine littorale fertile, repoussant les populations mayas sur les hautes terres. Et, même là, confiscations et accaparements n'ont cessé d'enfoncer les indigènes dans la misère. Au 20^{ème} siècle, ce sont les compagnies multinationales, comme United Fruit, qui se sont ruées sur la terre guatémaltèque pour y développer des monocultures d'exportation. Faisant et défaisant les gouvernements locaux, leur puissance était telle que le terme « **république bananière** » a même été inventé pour désigner le Guatemala.

L'agroécologie, une philosophie en phase avec la cosmovision des Mayas.





Mgr Alvaro Ramazzini

**Mgr Ramazzini et la
Pastorale de la Terre**

Né à Guatemala City, Alvaro Ramazzini a été ordonné prêtre en 1971. Docteur en Droit Canon, il a été professeur et recteur au Grand Séminaire du Guatemala, avant d'être nommé évêque de San Marcos, en 1988.

En tant que prêtre et évêque, il s'est fort engagé dans les questions sociales, en particulier le respect des droits des indigènes. Dans ce rôle, il a combattu des multinationales, principalement minières, qui étaient impliquées dans des violations massives des droits humains et dans la destruction de l'environnement. Son credo est le renforcement (empowerment) des pauvres afin de leur permettre de faire valoir leur droit à la dignité. Son engagement contre les injustices lui a valu de nombreuses menaces de mort mais aussi le soutien d'innombrables personnalités et institutions dont le Saint-Siège.

Président de la Conférence épiscopale du Guatemala depuis 2006, il a reçu de nombreux prix et distinctions honorifiques en reconnaissance de son travail social dont le « Pacem in Terris Peace and Freedom Award », succédant ainsi à des personnalités comme Desmond Tutu, Dom Helder Camara ou Martin Luther King. Depuis 2012, il a été transféré dans le diocèse de Huehuetenango.

La terre, c'est la vie !

Aujourd'hui, même si de notables progrès ont été enregistrés, notamment dans les accords de paix qui ont marqué la fin de la guerre civile, **le terme de réforme agraire reste encore tabou au Guatemala**. Pourtant, s'il est une civilisation qui se définit par son lien sacré avec la terre, c'est bien le monde maya au sein duquel la « terre mère » est honorée et sacralisée. Dans cette mystique, la cosmovision des Mayas, c'est un triple lien qui unit l'homme à la terre, à son prochain et à l'être suprême.

Les principaux partenaires d'Entraide et Fraternité en milieu rural, au Guatemala, (CDRO, COINDI et Red Kuchub'al) sont imprégnés de cette cosmovision qu'ils tentent d'intégrer dans toutes leurs actions.

Dans cette optique, **l'émergence depuis quelques années de l'agroécologie dans le monde rural est en parfaite symbiose avec les pratiques et les attentes des communautés mayas. Cet ensemble de techniques**

agricoles qui veulent imiter les écosystèmes naturels, tout en redonnant au respect de la terre un sens sacré est un chemin de développement évident pour les paysans du Guatemala qui s'engagent dans des programmes d'actions centrés sur le développement des pratiques agroécologiques, respectueuses de la terre et des gens.

Concrètement, ce sont, par exemple, des centaines de familles qui apprennent à diversifier leur production en introduisant **de nouvelles espèces** dans leurs parcelles. **Une biodiversité qui protège** naturellement les plantations des parasites.

Ou d'autres, qui appliquent **de nouvelles méthodes pour préserver le sol et récupérer l'eau**. Durant les formations données par nos partenaires, une attention toute particulière est apportée aux femmes afin de développer leur estime de soi et l'émergence de leaders féminins.



Reconquérir le droit à la parole, un vrai défi pour les Mayas et, en particulier, pour les femmes.

Au-delà de la production agricole, les partenaires ont mis en place des initiatives visant le **développement de projets d'économie sociale : projets de transformation de la production agricole** qui permettent aux familles de vendre leurs produits (agricoles ou dérivés) sur les marchés locaux. C'est le cas de la Red Kuchubal, partenaire d'Entraide et Fraternité. Dans la foulée, des **ateliers de formations spécifiques** comme la comptabilité, la gestion, les techniques de vente... ont permis de dynamiser ces projets. Ils ont rencontré un franc succès.

Mais un aspect fondamental de la lutte des indigènes, c'est aussi de **reconquérir leur droit à s'exprimer** et à être entendus par les décideurs politiques au niveau local et national. **Et ce droit vise, bien sûr, à lutter contre les injustices flagrantes dans l'accès à la terre.**

Une association comme **CDRO** a eu pour ambition, dès ses débuts, de lancer une dynamique qui puisse représenter institutionnellement les communautés mayas précarisées et marginalisées dans la région de Totonicapán. L'objectif était de créer **une organisation qui facilite la participation des communautés dans le processus de développement communautaire, mais aussi dans la reconquête du droit des petits paysans à nourrir dignement leur famille.** C'est pourquoi l'activité principale de l'association fut d'abord la **formation des leaders indigènes.** Ceux-ci sont issus de 35 communautés mayas et sont formés à travers

une **méthodologie participative** qui respecte les valeurs et la culture maya.

De **nombreuses luttes** ont été menées dans la foulée des actions de développement communautaire du CDRO. Certaines ont vu **l'émergence de comités civiques indigènes** qui, en certains endroits, sont même parvenus à reconquérir le pouvoir local, voire à faire plier les grands propriétaires.

Toutefois, la stratégie d'intervention du CDRO vise un **développement économique durable des familles paysannes au sens large du terme.** Cela inclut la formation et l'éducation des membres des communautés, l'égalité de genre et la protection de l'environnement.

Pour rendre effective cette approche, les activités sont organisées dans plusieurs domaines : santé, agriculture, genre, environnement et éducation. Entraide et Fraternité collabore avec CDRO, depuis 1996, en appuyant son programme de consommation pour la distribution et la vente des produits agricoles au sein de villages indigènes. Celui-ci a, par la suite, évolué vers un thème plus large « **L'appui à la petite agriculture durable à travers des pratiques de participation citoyenne** » par le renforcement d'une production agroécologique, la création d'initiatives économiques destinées à favoriser prioritairement les femmes et la participation citoyenne.

■ François Letocart



Redempta Mukantagara

INTERVIEW REDEMPTA MUKANTAGARA

Le Burundi en proie à de vieux démons

Plusieurs centaines de personnes ont déjà perdu la vie au Burundi depuis la candidature controversée du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, qu'il a obtenu lors de l'élection qui a suivi en juillet 2015. Entraide et Fraternité, présente dans ce pays depuis plusieurs années, est particulièrement préoccupée par la dégradation de la situation. Notre chargée de projets pour l'Afrique des Grands Lacs, Redempta Mukantagara, fait le point pour *Juste Terre* !

Juste Terre ! : Comment évolue la situation actuelle au Burundi ?

Redempta Mukantagara : La situation au Burundi reste préoccupante. Depuis le mois d'avril, une crise politique et sécuritaire ensanglante le pays et a des répercussions sur la situation économique et alimentaire. Tous les espoirs reposent actuellement sur le dialogue, même si le gouvernement et l'opposition ont des visions divergentes sur le processus. Pendant ce temps, la population subit les conséquences du conflit et des répressions incessantes, particulièrement autour de la capitale, Bujumbura.

Juste Terre ! : Comment se portent nos partenaires ?

Redempta Mukantagara : Les partenaires d'Entraide et Fraternité ont fait preuve d'un courage exceptionnel en prenant l'option de rester aux côtés de la population dans ces moments difficiles. Notre association a, bien sûr, fait le choix de continuer à les soutenir, notamment dans le programme concernant l'appui à l'agriculture familiale qui est réalisé avec le soutien du gouvernement belge.

Juste Terre ! : Quelles sont les difficultés auxquelles fait face la population ?

Redempta Mukantagara : Actuellement, la population

Même dans la crise, nos partenaires continuent de garantir les moyens de subsistance des paysans.





Faire face à la menace de pénurie en augmentant la production.

fait face à la rareté des produits de première nécessité, y compris certaines denrées alimentaires. En effet, Bujumbura est le centre d'approvisionnement et d'écoulement de la plupart des produits commercialisés dans le pays. L'insécurité grandissante qui touche la capitale et ses environs affecte les échanges commerciaux, provoque la rareté des intrants et des produits de consommation dont les prix ne cessent de flamber. Les ménages ruraux doivent de plus en plus compter sur leur propre production pour se nourrir. D'où l'importance de l'appui et de l'accompagnement par les partenaires afin d'assurer, faciliter et renforcer leur accès à des moyens durables d'existence.

Juste Terre ! : Quelle forme ce soutien à la population prend-t-il ?

Redempta Mukantagara : Par exemple, dans le cadre du programme de promotion de l'agriculture familiale appuyé par Entraide et Fraternité, en novembre dernier, l'Organisation d'Appui à l'Autopromotion (OAP) a mis à disposition des associations de petits producteurs 6 génisses, 90 chèvres et 2 boucs. Les bénéficiaires de ce programme ont remercié vivement l'OAP et Entraide et Fraternité pour ce don qui leur permettra de faire face aux pénuries alimentaires, mais les aidera aussi à augmenter leur production agricole grâce aux engrais.

Entraide et Fraternité bénéficie également du soutien de la Communauté germanophone pour continuer à appuyer le travail de l'Association Villageoise pour le Développement Communautaire (AVIDEC) qui accompagne 16 associations de producteurs dans le centre du pays, dans la province de Mwaro, où la situation est moins critique.

Juste Terre ! : Peut-on parler d'un risque de génocide au Burundi, aujourd'hui ?

Redempta Mukantagara : Ce qu'on observe actuellement, c'est, d'un côté, la répression contre les opposants au troisième mandat présidentiel et contre les opposants politiques tout court ainsi que, de l'autre côté, des attaques contre des positions militaires et policières venant de groupes rebelles non identifiés. Cela ressemble à une « guerre sans visage ».

A côté de cela, on constate une indéniable militarisation du pays : des armes apparaissent un peu partout. Dans ce contexte, oui, on peut dire qu'il y a un risque de génocide si un des acteurs décidait d'utiliser massivement ces armes et de gagner la guerre à tout prix. Mais la situation n'est pas de cet ordre-là actuellement. Par contre, le risque d'une guerre civile est, quant à lui, bien réel. Je pense toutefois que la comparaison avec le Rwanda pousse parfois à des conclusions rapides. Il faut garder la tête froide².

Juste Terre ! : Qu'en est-il de la coopération belge ?

Redempta Mukantagara : Le gouvernement belge a suspendu une série de programmes de coopération avec le gouvernement burundais, mais les financements approuvés pour les programmes des secteurs prioritaires (agriculture, enseignement, santé) et pour les actions des acteurs de la coopération indirecte, comme notre association, ont été maintenus.

Propos recueillis par
■ **François Letocart**

2. Plus d'infos sur : <http://www.eurac-network.org/pdf/plaidoyers/burundi-prise-de-position-eurac-17-12-2015-final.pdf>

Madagascar

Des partenaires accueillants et méritants

En vue de leur participation à la campagne 2016 d'Entraide et Fraternité, des partenaires de Madagascar ont chaleureusement accueilli, à l'automne, sept bénévoles d'Entraide et Fraternité dans la région de Fénérive Est et aussi, pour deux d'entre eux, dans le diocèse d'Antsirabe.

Pour leur visite à Fénérive Est, les bénévoles d'Entraide et Fraternité ont été admirablement accompagnés par l'équipe du Centre Saint-Benoît que dirige la dynamique Sr Léonardine, religieuse du Prado, et des responsables régionaux de la Coalition paysanne de Madagascar. Et les villageois n'ont pas été en reste ! Etienne Delforge dit avoir retrouvé chez ces hôtes le sens profond des termes Entraide et Fraternité.

Créé en 1964 et appliquant la règle du grand Saint - *Ora et Labora (Prie et travaille)* -, **le Centre Saint-Benoît développe, dans 43 villages, des formations agricoles et vétérinaires qui allient les ancestrales habitudes paysannes et la promotion des principes et pratiques de l'agroécologie.** Baudouin Lafontaine, participant à un potager collectif à Namur, n'a pu que se réjouir de cette démarche. Le Centre prodigue aussi des formations artisanales, comme la menuiserie et la couture.

Des formations et appuis techniques sont promus par les animateurs et membres de la Coalition paysanne de Madagascar. Fondée en 2009, elle regroupe cinq

mouvements nationaux et déjà plus de **1300 associations locales.**

La visite de cinq jours dans les villages s'est faite en voiture ou en pirogue, mais surtout à pied et avec glissades, sur sols mouillés, foi du signataire de ces lignes !

Des moments marquants : logement dans de modestes maisons, vivantes rencontres avec les communautés locales, célébrations animées par des jeunes, joyeuse inauguration d'une canalisation d'eau en vue d'augmenter les surfaces cultivables.

Des visites variées : projet d'aviculture, centre de formation où des membres de l'Église catholique et autres paysans envisagent, par exemple, les nouvelles étapes de la production du riz et la réalisation de potagers contribuant à la diversification des cultures au-delà de celles des riz, vanille et girofle.

Des constatations : la collaboration entre les partenaires d'Entraide et Fraternité, entre hommes et femmes, ainsi que le rôle actif des femmes dans la gestion de greniers à riz collectifs et de pépinières de girofliers, ce rôle

Les femmes sont en première ligne du combat pour la souveraineté alimentaire de Madagascar.





La rizière est au cœur des paysages et du système agro-alimentaire malgaches.

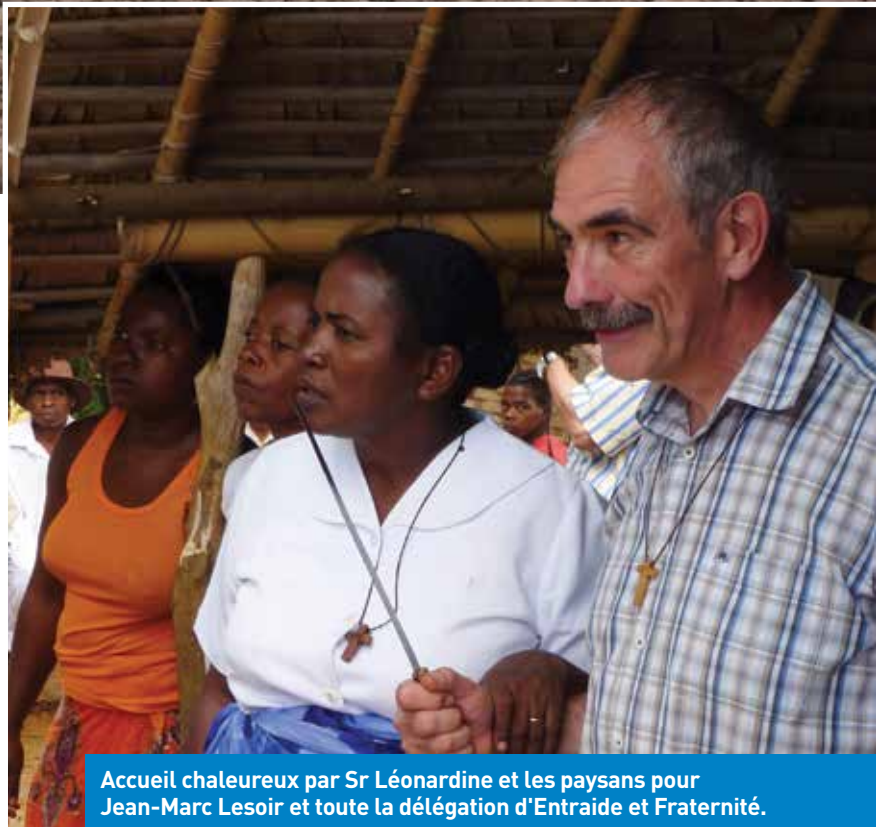
n'ayant été relevé que par Martine Lempereur, « la » seule membre de la délégation !

La Caritas engagée d'Antsirabe

L'Abbé Philippe Dupriez et Charles Vandervelden se sont aussi rendus, eux, dans le diocèse d'Antsirabe. Ils y ont rencontré l'auteur de la tapisserie-poster réalisée pour la campagne 2016 d'Entraide et Fraternité et ont été accueillis par la **Caritas diocésaine** où le Père Justin dirige une soixantaine de collaborateurs. Ils agissent dans **85 villages** auprès de **170 organisations de base** en prodiguant **des formations en agriculture et élevage, y compris pour faire face à la dégradation de l'environnement**. Et de citer des initiatives découvertes : **un barrage, des cultures d'arrière-saison développées grâce à des microcrédits** alloués à des communautés ecclésiales de base, **des formations techniques de jeunes voulant sortir de la pauvreté et de la prostitution** en travaillant dans la construction métallique et la soudure, en retapant des vélos, en faisant de la cuisine et de la couture...

Pour être aussi allée à Antsirabe en 2015, Anne le Garroy, permanente d'Entraide et Fraternité pour le vicariat de Bruxelles, a relevé que la démarche de la Caritas diocésaine, quasi unique à Madagascar, est « un bel exemple de mobilisation citoyenne, car **on fait avec et pas pour les gens**. » Et Charles Vandervelden d'ajouter que « **les différents partenaires malgaches d'Entraide et Fraternité développent des démarches aux dimensions collectives qui constituent le premier pas d'un long processus de conscientisation politique des bénéficiaires**. » Ce qu'apprécie particulièrement ce directeur de l'asbl La Ruelle qui, avec l'appui de Vivre Ensemble, mène des activités culturelles parmi les familles pauvres de Saint-Josse, à Bruxelles.

Quant à l'Abbé Jean-Marc Lesoir, doyen de Gilly et administrateur d'Entraide et Fraternité, il a confirmé ces propos et les autres, lui qui revenait à Madagascar neuf ans après une première visite.



Accueil chaleureux par Sr Léonardine et les paysans pour Jean-Marc Lesoir et toute la délégation d'Entraide et Fraternité.

Rendre fierté et terres aux paysans

Tout ce travail est mené parmi **des paysans peu alphabétisés et doutant de leur avenir**. De là, tout l'intérêt de ce refrain d'un chant de mobilisation : *« Heureusement que je suis paysan. Je peux produire sur des versants et vallées qui sont les héritages de nos ancêtres. C'est là que j'appliquerai mes acquis. Heureusement que je suis éleveur et cultivateur. Je peux nourrir ma patrie. Je n'ai pas honte de travailler la terre. Au contraire, j'en suis fier. »*

De plus, le soutien apporté aux paysans par les partenaires est renforcé par l'intéressant **projet de plaidoyer Taratra pour la bonne gouvernance des richesses minières** créé par les Evêques de Madagascar.

Préparons-nous à accueillir les représentants de nos partenaires malgaches - dont l'évêque d'Antsirabe, Mgr Philippe Ranaivomanana, lui-même fils de paysans - qui viendront en Belgique pendant la prochaine campagne de Carême, et faisons en sorte qu'ils reçoivent toute l'audience qu'ils méritent.

■ Jacques Briard

Paris : le climat éCOPe d'un sursis !

Depuis plusieurs mois maintenant, Entraide et Fraternité attire votre attention sur l'important sommet de l'ONU sur le climat, qui a eu lieu, à Paris, du 29 novembre au 12 décembre 2015. Une étape incontournable pour tenter de sauver l'avenir de notre climat. Au final de ce marathon de négociations, un accord historique - car adopté par l'ensemble des pays de la planète - mais aussi beaucoup de questions qui restent ouvertes.

Quels étaient les objectifs du sommet ?

Sauver le climat et donc la planète, ni plus ni moins, tel était l'objectif pour le moins ambitieux de la COP21 de Paris. Les préparateurs officiels de la Conférence ne le formulaient pas autrement lorsqu'ils affirmaient leur ambition « d'aboutir pour la première fois à **un accord universel et contraignant** permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'impulser/d'accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone. »

Concrètement, cette déclaration d'intention devait se traduire par un accord équilibré entre tous les pays, tentant de **maintenir le réchauffement global de la planète à +2°C d'ici 2100**. Autre objectif : **mobiliser 100 milliards de dollars par an par les pays développés pour soutenir l'adaptation des pays pauvres aux changements climatiques**.

Quels résultats ?

Lorsque le samedi 12 décembre 2015, en début de soirée, le marteau de Laurent Fabius s'abat sur le pupitre pour entériner l'accord de Paris, on n'a pas pu

empêcher un léger frisson. Le moment est historique, certes, du simple fait que, **pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'ensemble des pays de la planète s'accordent sur une politique de lutte contre le réchauffement climatique**. L'échec du sommet de Copenhague de 2009, pollué entre autres par les polémiques entretenues par les climato-sceptiques, est alors paru soudain bien lointain. **Satisfaction donc, mais nous sommes encore très loin de l'euphorie...**

Quels sont les principaux points que l'on retrouve dans le texte ?

Les Parties s'engagent à « **maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien au-dessous de 2°C de réchauffement par rapport aux niveaux de la période préindustrielle** » et de « **poursuivre les efforts pour limiter [cette] augmentation à 1,5°C.** »

Les pays développés admettent être historiquement responsables de la situation. Ils **s'engagent, dès 2020, à une contribution financière minimale de 100 milliards de dollars par an pour aider les pays en développement à y faire face**. Cette contribution sera revue périodiquement à la hausse.

Les solutions existent. À nous de les mettre en œuvre.





Une mobilisation citoyenne exceptionnelle.

© Cidse

Enfin, les Parties s'obligent à fournir des plans nationaux détaillant leurs contributions volontaires de réductions des émissions.³ Ces derniers seront contrôlés par un **mécanisme transparent de contrôle** selon le principe MRV (Monitoring, Reporting, Verification - Suivi, notification, vérification).

Ces contributions, volontaires dans leur ambition, ne font pas partie de l'accord *stricto sensu*, mais chaque État a l'obligation d'en établir une, de la mettre en œuvre, et surtout de la **réviser à la hausse tous les cinq ans** (articles 3 et 4).

Contraignant ou pas contraignant ?

Si ces résultats peuvent, à première vue, paraître positifs (notamment la référence à un objectif de + 1,5°C), la grande question qui se pose évidemment est **comment mettre en œuvre rapidement et concrètement ces grandes ambitions. Et surtout, comment éviter qu'un État ne se désiste.**

En effet, **du point de vue du droit international, l'accord n'est pas à strictement parler contraignant** dans la mesure où il ne prévoit pas de mécanisme coercitif ou de sanction pour les pays qui ne respecteraient pas leurs engagements. Toutefois, il faut nuancer le propos.

Tout d'abord, il faut rappeler que le protocole de Kyoto, prédécesseur de l'accord de Paris, prévoyait des amendes et des sanctions pour les États ne respectant

pas leurs engagements (par exemple, des quotas supplémentaires de réductions des émissions). Cela n'a toutefois pas empêché de nombreux pays de se retirer de ce protocole, sans parler des USA qui ne l'ont même pas ratifié.

Selon de nombreux juristes, **« la contrainte ne passe pas seulement par la punition »**. On peut ainsi miser sur la **pression des autres pays, laquelle serait d'autant plus forte que l'accord est universel.**

De plus, **la forme juridique de l'accord de Paris lui confère un certain poids** : c'est un protocole additionnel à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992, ce qui lui donne **la valeur d'un traité international**. Et si on ne lui a pas donné directement ce statut de « protocole » ou de « traité international », c'est parce que, dans ce cas, il aurait dû être ratifié par le Congrès américain dominé par des Républicains climato-sceptiques, ce qui aurait signifié son arrêt de mort dans ce pays, premier pollueur mondial par habitant.

De grosses déceptions...

En tant qu'ONG de solidarité internationale, engagée dans la lutte contre la faim et pour la justice climatique, **Entraide et Fraternité ne peut évidemment pas cacher sa déception par rapport aux insuffisances et faiblesses manifestes du texte de Paris**. Ainsi, par exemple, on ne trouve que **peu de références aux droits humains**, et notamment aux droits économiques et sociaux (comme

3. INDC : Intended National Determined Contributions – Contributions volontaires déterminées au niveau national

le droit fondamental à l'alimentation), lesquels ne sont mentionnés que pour « la galerie. »

De plus, **l'accord n'établit nulle part de différenciation entre l'agriculture paysanne et l'agrobusiness**, ce qui tend à entretenir la confusion entre deux modes de production alimentaire **qui ont pourtant des impacts radicalement différents** tant sur le climat que sur la souveraineté alimentaire (cette dernière n'étant même pas mentionnée dans le texte !).

Autre préoccupation : **le statut des terres**, lesquelles, comme chacun le sait, sont la cible d'un phénomène d'accaparement massif au détriment des petits paysans. Dans le texte de Paris, les références à l'affectation des terres à la production agricole pour les plus pauvres ont été retirées et remplacées par les termes de la Convention de 1992 qui en font uniquement des puits et réservoirs de carbone. Ce paragraphe pourrait bien être **une porte ouverte à de nouveaux accaparements au nom de la lutte contre les changements climatiques**.

En outre, **le processus de révision des contributions volontaires déterminées au niveau national laisse dubitatif**. Si ces dernières doivent être rendues et idéalement revues à la hausse avant la mise en œuvre de l'accord, il manque des détails sur ce qui sera pris en compte, sur les modes de calcul et le suivi de leur mise en œuvre.

Enfin, et c'est sans doute l'objection principale aujourd'hui, **la somme des engagements actuels des**

États mène droit vers 3°C de réchauffement, c'est-à-dire le scénario du chaos climatique !

Un long chemin à parcourir

Vous l'aurez compris, la lecture que nous faisons ici de l'accord de Paris est mitigée. Nous ne nous laissons pas bercer d'illusions, mais **nous voulons néanmoins croire qu'un cap a été franchi lors de ce sommet**. Certains signes semblent d'ailleurs le prouver comme, par exemple, le « mini krach boursier » qu'ont connu les valeurs des sociétés charbonnières quelques jours après la fin de la Conférence. Oserons-nous croire qu'à défaut d'avoir sauvé le climat, la COP21 et l'accord de Paris auront au moins sauvé l'espoir de sauver le climat ?

Cadre permettant des accords ultérieurs plus ambitieux ? Nouveau départ ? Scénario qui doit maintenant être suivi ? Meilleur accord possible ? Point de non-retour ? ..., chacun qualifiera l'accord de Paris selon sa sensibilité et ses attentes, mais **chacun devra aussi tirer de cet événement des conséquences personnelles d'engagement dans la transition**. Car si la COP21 définit un nouveau cadre global, la fin des énergies fossiles ne pourra être réellement entérinée que par nos comportements responsables et cohérents de « consomm'acteurs ». Cela nous concerne toutes et tous, ici et maintenant.

■ François Letocart



La question climatique, point de convergence d'une multitude de luttes.



Hélène Capocci

INTERVIEW HÉLÈNE CAPOCCI

Ma COP à moi...

Hélène Capocci, diplômée en Sciences Politiques, collaboratrice du Service Politique à Entraide et Fraternité, est aussi engagée dans le groupe des jeunes Alter'actifs de Liège. En tant que volontaire, elle a accompagné la délégation d'Entraide et Fraternité lors du dernier week-end de la COP21.

Juste Terre ! : Vous avez participé à Paris à un programme d'activités avec d'autres associa-

tions membres de la CIDSE⁴. Quels temps forts en reprenez-vous ?

Hélène Capocci : J'ai particulièrement apprécié les « débriefings » quotidiens que nous ont faits les différents chargés de plaidoyer accrédités comme observateurs des négociations. Ils nous ont rendu ces dernières accessibles et compréhensibles. Souvent, ils étaient à 1000 lieues des discours officiels et des rapports des médias qui voulaient faire de la COP21 un franc succès. On a pu suivre ainsi, quasiment au jour le jour, une série de renoncements par rapport aux ambitions initiales. Par exemple, les droits humains ont disparu du corps du texte, la souveraineté alimentaire n'a pas été évoquée ni même la sécurité alimentaire qui a finalement été remplacée par le terme « production alimentaire »... Cela signifie beaucoup !

De plus, la mention d'un objectif d'augmentation maximale d'1,5°C nous a très vite paru être surtout un coup de pub pour masquer les carences du texte et faire oublier que la trajectoire correspondant aux engagements actuels nous emmène vers +3°C au moins !

Juste Terre ! : La société civile était fortement mobilisée en marge du sommet, quelles impressions cela vous a-t-il laissé ?

Hélène Capocci : La mobilisation des associations a été admirable : la Zone d'Action Climatique, le quartier général des associations, était une véritable ruche bourdonnant des activités quotidiennes de plus de 3000 personnes. Au programme : ateliers, suivi des négociations, projections de films, conférences...

Nous avons ainsi pu assister à un exposé de Naomi Klein, égérie altermondialiste et fine analyste des enjeux climatiques. Nous avons aussi participé à une formation à la désobéissance civile en vue du grand rassemblement du samedi, lequel a finalement été

autorisé en dernière minute. Au cours de celui-ci, des milliers de participants ont marqué symboliquement les lignes rouges que l'accord ne pouvait franchir. Alors qu'on avait initialement peur d'une réédition des violences du 29 novembre, ce fut un vrai moment festif et ludique : fanfares, chorales, déguisements, glaçons gonflables géants..., ce fut une joyeuse parade, malgré le sérieux des enjeux. La diversité des participants à cet événement m'a fait prendre conscience qu'aujourd'hui, les enjeux climatiques se retrouvent de façon transversale dans l'ensemble des mouvements sociaux : les syndicats, les groupes anarchistes, les mouvements anticapitalistes, tout comme parmi les simples citoyens « qui veulent juste sauver les fleurs ». La question climatique est le point de convergence d'une multitude de combats et c'est ce qui la rend aujourd'hui aussi incontournable pour nous qui désirons changer le paradigme dominant.

Juste Terre ! : Quels enseignements tirez-vous de ce sommet de Paris en termes de mobilisation et d'engagements citoyens futurs ?

Hélène Capocci : Tout n'est certainement pas à jeter dans l'accord de Paris, mais c'est à nous, simples citoyens, qu'incombe maintenant le devoir d'être les garde-fous de ce texte. En effet, l'accord prévoit que les engagements des États doivent être revus périodiquement mais que, jamais, on ne peut revenir en arrière ! Il y a donc une occasion pour pousser nos pays à être plus ambitieux dans les prochaines années !

De plus, je retiendrai la nécessité de continuer les actions de désobéissance civile. Par exemple, il faut continuer à dénoncer le lien entre les banques et le changement climatique. Il faut aussi continuer à taper sur le clou pour bloquer les accords de libre-échange (TTIP, etc.) qui sont totalement incompatibles avec l'accord de Paris. Il nous faudra être persuasifs et dire toute l'incohérence d'un droit international privé (prévu dans ces traités) qui se placerait au-dessus de la lutte contre le chaos climatique annoncé.

Propos recueillis par
■ François Letocart

4. Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité, une alliance de 17 ONG catholiques de développement européennes et nord-américaines. Entraide et Fraternité fait partie de cette alliance.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Simonazzi | Maquette et Impression Unijep | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT



Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci